Le pouvoir aux travailleurs

05 DECEMBRE 2020

N° 269

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

La classe ouvrière broyée pour produire le profit capitaliste

Éditorial

UNE SOCIÉTÉ OÙ LES TRAVAILLEURS NE COMPTENT QUE COMME DE LA CHAIR À EXPLOITER ! Page 3 - 4

4ème PONT D'ABIDJAN : RIEN NE VA POUR LES TRAVAILLEURS ! Page 5 - 6

DE L'ARGENT, IL Y EN A, MAIS PAS POUR LES PAUVRES ! Page 7

MALI : LES TRAVAILLEURS MONTRENT LEUR FORCE PAR LA GRÈVE Page 11 - 12

SOMMAIRE	PAGES
ÉDITORIAL :	
- UNE SOCIÉTÉ OÙ LES TRAVAILLEURS NE COMPTENT QUE COMME DE LA CHAIR À EXPLOITER !……..	3 - 4
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :	
- 4ème PONT D'ABIDJAN : RIEN NE VA POUR LES TRAVAILLEURS !…….	5
- DARLING : LE COMPTE N'Y EST PAS !……...	5 - 6
- SIVOP PLASTIQUE : POUR LE PATRON, LES TRAVAILLEURS ÇA COMPTE ZÉRO …….	6
LEUR SOCIÉTÉ :	
- DE L'ARGENT, IL Y EN A, MAIS PAS POUR LES PAUVRES ! ……..	7
- UNE HISTOIRE DE MARGOUILLAT !…….	7 - 8
- DÉGUERPISSEMENT DES EMPRISES DU 4EME PONT AU MÉPRIS DES TRAVAILLEURS ……..	8
- ÉCOLES POUR PAUVRES !…….	9
- SASSANDRA : UN ABUS DE POUVOIR QUI NE PASSE PAS ……..	9 - 10
- AXE KOUEPLEU – ZOUAN-HOUNIEN : QUAND UN ACCIDENT DÉGÉNÈRE EN ÉMEUTE ……..	10
- JOURNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES HANDICAPÉES : TOUT RESTE À FAIRE ……	10 - 11
INTERNATIONAL :	
- MALI : LES TRAVAILLEURS MONTRENT LEUR FORCE PAR LA GRÈVE	11 - 12

E d i t o r i a l

UNE SOCIÉTÉ OÙ LES TRAVAILLEURS NE COMPTENT QUE COMME DE LA CHAIR À EXPLOITER !

La parodie électorale terminée, Ouattara a déclaré qu'il continuera d'être le Président de tous les ivoiriens. Sauf que plus d'un mois après son élection, le pays vit toujours sous tension. Des dizaines de jeunes ont été arrêtés par les forces armées notamment dans les villages baoulés. Il y a quelques jours, des véhicules, dont un bus de la Sotra, ont encore été brûlés à Yopougon. À l'Ouest, plus qu'ailleurs, les conflits fonciers attisent les conflits ethniques et xénophobes. Des dignitaires ont été mobilisés partout pour appeler « *à l'apaisement* ». Les religieux sont conviés à organiser des prières pour le « *retour de la paix* ».

Pour autant, il n'y a pour l'instant aucune entrave au fonctionnement de l'économie. Les riches continuent donc de prospérer. Ouattara a ouvert les négociations avec ses opposants. Pour calmer leur appétit, il leur offrira peut-être quelques postes juteux au détriment de son propre clan. Parmi ces gens à caser, il y a le cercle autour de Bédié à qui il pourra confier par exemple la gestion de quelques gros budgets. Bédié, lui-même, pourra peut-être prétendre à être rétribué de quelques centaines de millions de francs tous les ans pour calmer ses ardeurs. Affi N'Guessan, Mabri Touakeuse et quelques autres pourront peut-être négocier quelques strapontins à leur mesure. De même qu'une solution politique devra être trouvée pour Gbagbo qui encoure en principe la prison dès son retour en Côte d'Ivoire. Quant à Soro Guillaume, si Ouattara ne lui offre pas une solution qui le satisfasse, il lui trouvera bien une place en prison, le temps pour celui-ci de revoir ses prétentions à la baisse. Quant à la centaine de morts et de blessés qu'il y a eu durant cette période électorale, ils auront servi de marchepieds à tous ces hommes de la bourgeoisie pour accéder ou se maintenir à la mangeoire, comme c'est à chaque fois le cas à l'occasion de ce genre d'élection.

Maintenant, si la situation sociale venait à se dégrader parce que ces différents protagonistes n'auront pas réussi à accorder leurs violons, au point de perturber gravement le fonctionnement de l'économie, alors les puissances impérialistes ont trop d'intérêts dans ce pays pour se laisser conter. Et à coup sûr, elles feront alors avec ou sans Ouattara ! La Côte d'Ivoire reste pour elles une source de richesse et Ouattara un simple serviteur de leurs intérêts !

L'impérialisme français est déjà intervenu militairement en 2010 à la suite d'élections similaires. Il avait alors opté pour Ouattara. Mais si celui-ci devient à son tour un élément perturbateur pour ses affaires, il lui trouvera un autre cheval de remplacement !

Pour ce qui est de la situation des travailleurs, « *paix* » ou pas, avec Ouattara, Gbagbo, Bédié ou un autre au pouvoir, ils auront le droit de continuer à se faire exploiter dans les usines, dans les chantiers, au port d'Abidjan, dans les hôpitaux ou dans les hypermarchés. Mais faudrait-il encore trouver du travail, même mal payé ! Dans tous les cas, comme l'ensemble de la population pauvre, ils continueront, comme aujourd'hui, à subir la dictature de la classe capitaliste. Ils continueront à vivre dans l'insécurité à cause des bandits, « *microbes* » ou autres, dans leurs quartiers insalubres.

Dans cette société, la « *paix* » et la « *prospérité* », ce sont des privilèges réservés aux seuls riches. Et pendant que les riches se gavent, la situation des pauvres s'aggrave d'année en année, quel que soit le pouvoir en place. C'est ainsi que fonctionne ce système capitaliste qui réduit la grande majorité à la misère et permet à une toute petite minorité de vivre dans l'opulence.

Pour changer fondamentalement leur sort, les travailleurs auront à engager une lutte contre l'ensemble de ce système inique. Ce n'est qu'en mettant fin au capitalisme qu'on pourra bâtir une nouvelle société qui permettra à chacun de vivre dignement sans exploiter et opprimer autrui.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

4ème PONT D'ABIDJAN : RIEN NE VA POUR LES TRAVAILLEURS !

Le mardi 20 octobre passé, les travailleurs qui construisent le 4ème pont qui reliera la commune de Yopougon à celles d'Attécoubé et Plateau, ont fait un débrayage de quelques heures pour dénoncer les mauvaises conditions de travail qu'ils subissent sur ce chantier depuis plusieurs années.

Les travaux sont réalisés par une entreprise chinoise dénommée CSCEC. Comme la majorité des entreprises dans le secteur du bâtiment, elle sous-traite avec des structures de placement de personnels comme GTS et SAER Emploi.

Il s'agit d'un chantier d'État, mais les salaires sont encore pires qu'ailleurs et ne respectent pas les barèmes en usage. Le gouvernement et l'administration ferment évidemment les yeux. Voilà pourquoi depuis le début des travaux sur ce chantier, les travailleurs ne durent pas et restent tout juste le temps de trouver mieux.

Ce n'est pas la première fois que les travailleurs de ce chantier se mettent en grève. Il y a eu plusieurs arrêts de travail pour réclamer de meilleures conditions de travail, surtout de meilleurs salaires. Mais la situation ne s'est toujours pas améliorée.

Une nouvelle grève en début du mois d'octobre n'a rien donné. C'est ainsi que le 20 octobre, les travailleurs ont encore remis le couvert.

Vu l'ampleur du mouvement cette fois-ci, ce sont les responsables de Agéroute, une structure étatique contrôlant les travaux, qui se sont proposés de faire la médiation. Une rencontre a eu lieu le même jour. Parmi les revendications, les travailleurs ont mis en avant plusieurs points dont la revalorisation des salaires, le paiement des heures supplémentaires et la réintégration de leur collègue licencié abusivement.

Sauf qu'un mois après, rien ! Même le simple respect des 8 heures de travail a été oublié trois semaines plus tard. Les horaires sont revenus à 9h30 par jour, comme par le passé.

La direction est même passée à l'offensive, en cherchant à mettre fin au contrat de ceux qui étaient à la tête du mouvement de grève, mais les travailleurs n'ont pas encore dit leur dernier mot. La mobilisation continue pour préparer une riposte à la mesure de la colère !

DARLING : LE COMPTE N'Y EST PAS !

Darling est une entreprise de fabrication de mèches de cheveux artificiels située dans la zone industrielle de Yopougon. Depuis longtemps, les travailleurs de cette entreprise sont engagés dans un bras de fer avec leur direction pour réclamer des embauches, des augmentations de salaire ainsi que de meilleures conditions de travail.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Dans cette entreprise, le mois de décembre, avec les fêtes de fin d'année, constitue la période de haute saison. C'est la bonne occasion pour relancer les revendications. La direction espère avoir calmé la grogne en cédant une augmentation de 2500 F par mois. Ce qui fait une augmentation d'environ 100 francs par jour travaillé ! Autant dire qu'il y a de quoi attiser encore plus les mécontentements. Elle a aussi régularisé la situation de 30 travailleurs et annoncé des visites médicales qu'elle présente comme un avantage, ce qui est pourtant une simple obligation légale !

Les travailleurs savent que sans une réelle mobilisation, ils n'obtiendront rien de cette direction rapace !

SIVOP PLASTIQUE : POUR LE PATRON, LES TRAVAILLEURS ÇA COMPTE ZÉRO

Sivop plastique est une entreprise de fabrication de flacons en plastique servant à conditionner des produits d'hygiène, des produits alimentaires ou autres produits cosmétiques. Elle est située dans la zone industrielle de Yopougon.

Voici le témoignage d'un travailleur de cette entreprise :

« La mort brutale de l'un de nos collègues journaliers a suscité beaucoup d'indignations à l'usine et est venu remettre sur le tapis le problème de la prise en charge médicale des travailleurs.

En effet, voyant que le collègue toussait, plutôt que de prendre en charge ses soins, la direction a décidé de s'en laver les mains et l'a renvoyé purement et simplement. Il n'a pas bénéficié d'une quelconque assistance médicale ni même financière de la part de la direction. Deux jours après, il était décédé.

L'annonce de ce décès en a choqué plus d'un parmi nous. La seule chose qui importe à la direction, c'est le profit qu'elle amasse en nous exploitant. Pour ces capitalistes, nous ne sommes que de la chair à exploiter. »

Cette situation des travailleurs à Sivop reflète la réalité que vit l'écrasante majorité des travailleurs dans la zone industrielle de Yopougon, pour ne pas dire dans le pays. Elle ne changera pas sans une riposte appropriée de l'ensemble des travailleurs.

L E U R S O C I E T E

DE L'ARGENT, IL Y EN A, MAIS PAS POUR LES PAUVRES !

Le budget prévisionnel pour l'année 2021 présenté par le gouvernement s'élève à 8 399 milliards. Le journal gouvernemental Fraternité matin écrit en grands caractères que cet argent servira à « *poursuivre le développement du pays* ». Voyons donc ce qu'il en est vraiment :

Ainsi, on y apprend que plus de 800 milliards sont consacrés à la « *dette publique* ». Et encore 1330 autres milliards serviront au « *remboursement du capital de la dette publique* ». À quoi cette dette a-t-elle servi ? On ne le saura pas. Une chose est sure, ces « *remboursements* » iront gonfler les coffres forts des « *bailleurs de fonds* » ! Et vu aussi l'état de corruption, on peut imaginer qu'une partie ira également engraisser quelques margoulins.

Par ailleurs, 808 autres milliards seront consacrés « *au titre de dépenses des comptes spéciaux du Trésor* ». En voilà encore un compte bien « *spécial* » !

Près de 3 000 milliards de francs s'en vont ainsi on ne sait où !

Il n'y a dans ce budget que 900 malheureux milliards qui vont à des choses utiles, dont 76 milliards dans « *l'investissement et l'insalubrité* » et 105 milliards au « *secteur de l'éducation* ». Des chiffres bien rikiki, à côté de tout ce qui semble partir en fumée !

UNE HISTOIRE DE MARGOUILLAT !

Le ministre de l'Économie et des Finances nous apprend que l'État ivoirien était à la recherche d'un prêt d'un milliard d'euros (environ 656 milliards de Fr CFA) et qu'il était même prêt à payer en retour un taux d'intérêt de 5,5% l'an.

Finalement, des bailleurs de fonds internationaux lui ont proposé cinq fois le montant demandé et cela à un taux de 5% ! Un demi-pourcent de mieux !

C'est comme si, un travailleur demandait à un margouillat de lui prêter deux mois de loyer pour payer son retard. En retour, le margouillat propose de lui prêter jusqu'à dix mois de loyer à un taux d'intérêt encore moins cher que ce qu'il escomptait ! Quelle conclusion doit donc impérativement tirer ce travailleur, s'il ne veut pas être pendu ? Doit-il se dire que le margouillat est un gentil gars ou bien il cherche au contraire à le plumer ? La réponse est dans la question, n'est-ce pas ?

L E U R S O C I E T E

Pourtant, notre illustre ministre de l'Économie a tiré comme conclusion que « *les investisseurs renouvellent leur confiance à la Côte d'Ivoire* » ! Il nous apprend aussi qu'une partie de ce nouvel emprunt ne quittera même pas les coffres forts de ces bailleurs de fonds car il servira à rembourser d'anciennes dettes contractées ! Et voilà, le margouillat fait son travail !

DÉGUERPISSEMENT DES EMPRISES DU 4EME PONT AU MÉPRIS DES TRAVAILLEURS

Dans la dernière semaine de Novembre 2020, à la grande surprise des populations, des machines accompagnées des forces dites de l'ordre et de sécurité ont détruit certaines habitations au nouveau quartier, au quartier Doukouré à Yopougon et Bramokouté à Atécoubé.

Comme des voleurs, les agents des forces de l'ordre sont arrivés avec leurs moyens de destructions et de déblayage. Les enfants étaient à l'école et les parents étaient au travail. À leur grande surprise, ils apprennent que leurs maisons sont en train d'être détruites. Ceux qui ont pu arriver à temps, ont sauvé quelques effets et le reste a été enseveli sous les gravats ou même volé. Certaines familles ne sachant pas où aller, ont dormi à la belle étoile.

En l'espace de quelques mois, ce sont des dizaines de milliers de familles qui ont été ainsi chassées manu-militari. Nombreuses sont celles qui attendent encore les indemnisations promises depuis 2016.

Ces habitations détruites sont généralement celles des travailleurs : ouvriers, petits employés de bureaux, petits salariés. S'ils habitent ces endroits, dans des habitats précaires au risque de tout perdre, y compris leur vie, c'est parce qu'ils n'ont pas d'autres choix. Pourtant ce sont ces travailleurs qui construisent les belles maisons dans les quartiers des riches, font tourner les usines et produisent toutes les richesses. Mais leurs salaires sont bas et le revenu de la famille ne suffit pas pour payer un logement digne de ce nom. Ce sont les patrons et leur État qui les contraignent à vivre dans les bidonvilles et à subir de telles situations dramatiques.

L E U R S O C I E T E

ÉCOLES POUR PAUVRES !

Le système éducatif ivoirien va de mal en pis depuis des décennies. Ainsi par exemple, au lycée Alassane Ouattara à Anyanma ouvert en 2011, la proviseure vient d'exclure 160 élèves nouvellement affectés dans ce lycée en classe de 6ème pour cause de nombre pléthorique d'élèves dans les salles de classes. Elle veut que ce lycée conserve son statut d' « *établissement d'excellence* » en limitant le nombre d'élèves par classe. Après de nombreuses plaintes de parents, les inscriptions ont été remboursées en partie. Le maire de la commune a pris l'engagement d'inscrire ces enfants dans des établissements privés aux frais de la municipalité.

Ailleurs, au nouveau collège moderne de Koumassi Sicogi, des centaines d'élèves y ont été orientés mais cet établissement ne dispose pas encore d'éducateurs et d'enseignants. Pourtant nous sommes à la fin du premier trimestre.

Autre exemple, le concours à l'ENS et à L'INFES enregistre des milliers d'inscrits mais au final il n'y a que quelques centaines de candidats qui sont retenus. Et il manque ici aussi du personnel éducatif.

Les autorités en charge du système éducatif font semblant de ne rien voir. Leurs enfants et ceux des riches ne vivent pas ces problèmes car ils « *fréquentent* » ailleurs.

SASSANDRA : UN ABUS DE POUVOIR QUI NE PASSE PAS

La ville de Sassandra a été secouée récemment par de violentes manifestations d'élèves, d'enseignants et de parents d'élève.

Et pour cause, le maire de la ville, se prenant pour les fesses du pape, a fait arrêter, tabasser et séquestrer chez lui un élève. Ce dernier aurait refusé de le saluer lors d'un événement sportif dans la ville. Un professeur, informé de cette situation, venu plaider auprès du maire pour la libération de son élève, s'est fait lui aussi sauvagement tabasser à sang, délesté de son téléphone portable et jeté en prison pour une prétendue violation de domicile.

Lorsque la nouvelle s'est répandue dans la ville, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Élèves, enseignants et population excédés par les abus de ce maire, sont sortis spontanément et ont battu le pavé pour exiger la libération immédiate des personnes incarcérées. La mairie a elle aussi été prise d'assaut par les manifestants qui se sont fait entendre bruyamment. Pendant la manifestation, le domicile du maire a été incendié.

L E U R S O C I E T E

Vu la tournure que prenait la manifestation, les autorités de la ville ont été obligées de libérer les personnes incarcérées.

Ce maire arrogant a montré par ses agissements tout le mépris qu'il a pour les populations de sa ville. Ces gens se croient tout permis, ils savent qu'ils risquent rarement d'être inquiétés pour leur abus de pouvoir. Mais gare à la colère des populations !

AXE KOUEPLEU – ZOUAN-HOUNIEN : QUAND UN ACCIDENT DÉGÉNÈRE EN ÉMEUTE

Dans la matinée du lundi 23 novembre 2020, il y a eu une collision entre un moto-taxi de transport en commun et un véhicule de la mine d'or d'Ity exploitée par SMI, une société canadienne. Le conducteur est mort sur le coup. L'un des passagers a perdu une jambe qui a été littéralement broyée.

La nouvelle de la mort du jeune, comme une traînée de poudre, s'est propagée dans toutes les contrées voisines. Les villageois et des conducteurs de taxi-moto, mécontents, se sont attaqués aux biens de la mine. Cinq véhicules de la SMI ont été incendiés et réduits en cendres et un autre a été caillassé. Des barricades ont été dressées le long de la route sur l'axe Kouepleu – Zouan-Hounien.

C'est dans la soirée et à coup de renfort de policiers et de gendarmes que la circulation a repris sur l'axe.

Cet incident montre combien les gens sont à cran dans certaines régions. Le moindre incident se transforme rapidement en émeutes ou en affrontements.

AFFAIRE DE SORCELLERIE : UNE SOCIÉTÉ BARBARE

Au tribunal de Danané, une affaire de sorcellerie a été jugée. Nous ne sommes pas au Moyen Âge pendant l'inquisition ou dans une série de science-fiction, mais bien le mardi 17 novembre 2020 au tribunal de Danané. Après l'énumération des faits et l'écoute des parties en conflit, le président du tribunal a condamné une dame à trois ans de prison assortie d'une amende de 50.000 francs CFA pour pratique de sorcellerie sur une autre dame qu'elle aurait virtuellement « *ligotée* ». Elle a été reconnue par le tribunal comme faisant partie d'une confrérie de sept femmes du village de Kouèpleu, sous-préfecture de Zouan-Hounien qui auraient « *mangé* » six personnes dans leur sanctuaire. À sa sortie de prison, elle devra payer 200.000 francs à sa victime.

L E U R S O C I E T E

Le 24 novembre 2020, une autre affaire de sorcellerie a secoué Jacqueville, cette ville dans le sud de la Côte d'Ivoire. Un homme qui aurait programmé la mort de son cousin par la sorcellerie, a été enterré vivant par ce dernier.

Ces croyances d'un autre âge, loin d'être combattues et dénoncées comme cela se doit, ce sont les tribunaux et les journaux qui les entretiennent. Ce qui montre l'état d'arriération de nos sociétés et des gens qui nous dirigent.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES HANDICAPÉES : TOUT RESTE À FAIRE

Chaque 3 décembre, le monde célèbre la Journée internationale des personnes handicapées. Cela permet aux dirigeants des États de par le monde de se donner bonne conscience. La Côte d'Ivoire n'est pas en reste.

Cette journée a été l'occasion pour le gouvernement de se fendre d'une déclaration et de gesticuler devant les caméras pour montrer qu'il fait quelque chose en faveur des handicapés. Mais ce n'est que la démagogie et de l'hypocrisie.

Selon le dernier recensement de 2014, il y a 453 453 handicapés en Côte d'Ivoire. Seuls 1500 d'entre eux ont un emploi stable, soit 0,33%. L'État dit avoir aidé 5 000 personnes handicapées, soit 1,1%, durant cette crise de Covid qui a compliqué leur situation. La grande majorité des handicapés est livrée à la mendicité ou aux petits boulots dans la mesure de leurs possibilités. C'est révoltant !

Le problème des handicapés ne se limite pas à l'emploi seulement. Il y a d'abord leur scolarité. Combien d'écoles permettent d'insérer les handicapés ? L'État parle de 500 handicapés sensoriels qui ont pu s'insérer dans le cursus normal depuis 2013. Ce n'est pratiquement rien ! Quant aux écoles spécifiques, il y en a très peu qui sont publiques. Si elles existent, elles sont souvent laissées à l'abandon ou ont très peu de moyens. Ce sont les privés qui prennent le relais, ce qui fait que c'est réservé à une certaine clientèle. Or, ne pas avoir accès à l'éducation, c'est doubler son handicap.

Il y a aussi la question des moyens de transport publics et des bâtiments qui ne sont pas adaptés pour les handicapés. Comment alors se déplacer facilement si vous avez du travail à l'autre bout de la ville ?

Lorsqu'il s'agit d'investir dans des choses utiles pour faciliter la vie des petites gens, les dirigeants au pouvoir et leur porte-parole des médias disent que les caisses de l'État ne le permettent pas. L'État vient de démontrer le contraire en faisant un cadeau de plus de 250 milliards aux entreprises sous prétexte de les aider à faire face à la crise sanitaire. C'est dire que ce n'est pas une question de moyens mais de choix politiques.

MALI : LES TRAVAILLEURS MONTRENT LEUR FORCE PAR LA GRÈVE

À l'appel de l'UNTM (Union nationale des travailleurs du Mali) une grève de 72 heures (du 18 au 20 novembre 2020) a paralysé une grande partie des services publics ainsi que les banques et les assurances du pays. Si le mot d'ordre de grève a été largement suivi dans la fonction publique malgré les manœuvres d'intimidation opérées par les nouvelles autorités du pays c'est parce que la plupart des petits salariés de l'État ne supportent plus le mépris des autorités qui refusent de prendre en compte leurs revendications.

Parmi ces revendications il y a la revalorisation des salaires et des primes aussi bien dans le public que dans le privé. Certaines revendications remontent à 2014, elles concernent les salariés de l'État qui ont accepté de prendre leur retraite anticipée ou d'être muté dans le secteur privé en échange d'une certaine prime de départ ou d'un bonus dans le versement de la pension de retraite. Jusque-là ils n'ont rien perçu. Il y a aussi, par exemple, l'application des mesures contre la cherté de la vie que l'État a promise depuis des années mais qui n'a jamais vu le jour, la remise en marche du chemin de fer abandonné depuis des années, l'ouverture de concours de recrutement de 20 000 diplômés dans la Fonction Publique, etc.

N'ayant pas obtenu de réponse favorable de l'État malien au bout des 72 heures de grève, l'UNTM a déposé un nouveau préavis de grève de 5 jours allant du 14 au 18 décembre prochain. Un bras de fer s'est donc engagé entre la direction de la plus importante centrale syndicale du pays et les autorités politiques sous la tutelle des militaires.

À travers ce bras de fer, un certain nombre de bureaucrates siégeant à la direction de la centrale syndicale cherchent peut-être à faire pression sur les dirigeants du CNT (Conseil National de Transition) qui tiennent les commandes de l'appareil d'État, pour obtenir des strapontins ministériels ou autres postes de sinécure. Mais il n'en demeure pas moins que les revendications avancées par cette même centrale ont un écho certain auprès des salariés du public comme du privé voire auprès d'une grande partie de la population malienne qui souffre de la cherté de la vie. Ce qui est sûr, c'est que cette grève de 72 heures a montré que sans les travailleurs rien ne peut fonctionner dans le pays. Elle a aussi montré une fois de plus qu'elle est une arme dont dispose les travailleurs pour obtenir des améliorations de leurs conditions d'existence.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.